
RESUME EXECUTIF

L'armée européenne : *Chimère ou réalité en devenir ?*

Auteurs :

Programme « Guerre » du Groupe d'études géopolitiques
Avec le concours de l'Association Eurodéfense – France

L'OTAN est considérée par la plupart des Etats comme étant le principal producteur de sécurité en Europe. Mais l'unilatéralisme américain, ainsi que l'imprévisibilité de la Turquie en Europe et de la Russie à ses portes, posent la question légitime de l'avenir de la défense européenne. A ce titre, le développement d'un débat sur le concept d'armée européenne est bénéfique, malgré les préoccupations qu'il engendre. Notre objectif est alors d'interroger l'objectivité dont se prévalent ceux qui rejettent en bloc toute réflexion constructive sur la défense européenne.

Ce papier déconstruit les principales critiques formulées à l'encontre d'une plus grande intégration européenne en matière de sécurité et de défense, afin de formuler une série de recommandations prenant en considération les contraintes du réel.

REPENSER LE DÉBAT CONCEPTUEL AU-DELÀ DE LA CONTROVERSE

- **Des perceptions divergentes de la menace** : à la lecture des livres blancs et concepts stratégiques nationaux, il semblerait que les perceptions de la menace, la nature des réponses à apporter et les canaux institutionnels privilégiés diffèrent entre les nations européennes. Dans les faits, il est néanmoins possible d'observer une compréhension mutuelle entre pays européens et un soutien réciproque aux activités militaires de chacun dans leurs zones régionales respectives.
- **Une grande disparité en matière de ressources** : la moyenne des investissements de défense des pays membres de l'UE demeure encore en dessous des 2% du PIB. Cependant, la mesure des dépenses de défense fondée sur le PIB ne permet pas de mesurer justement les investissements de défense des nations européennes, ni de comparer efficacement leurs efforts. Quant aux ressources humaines, un système d'évaluation fondé sur l'expertise présenterait l'avantage d'envisager un emploi optimal des ressources humaines disponibles plutôt que de se concentrer sur l'aspect quantitatif qui est difficilement modulable. Enfin, les nations et institutions européennes développent actuellement plusieurs initiatives visant à combler les lacunes capacitaires constatées.
- **Du sous-dimensionnement au risque de duplication des structures militaires** : critiquer l'Union à la fois pour la faiblesse de sa structure militaire et pour sa volonté de la renforcer n'est pas recevable et ne peut déboucher que sur une situation de blocage et d'immobilisme. L'UE n'a pas vocation à atteindre une taille semblable ou à réaliser les mêmes tâches que la structure de commandement de l'OTAN. De ce fait, les risques de duplications inutiles sont minimes.
- **Entre empiètement de la souveraineté nationale et problématiques d'interopérabilité** : il n'est pas question d'amenuisement de la souveraineté des nations, mais de renforcement de celle-ci par le comblement à l'échelle européenne de lacunes existantes. Dans cette perspective, trois modèles peuvent être envisagés : 1. Une armée recrutée, financée, formée et employée par l'Union européenne ; 2. Une armée composée uniquement de forces fournies par les Etats membres, mises à la disposition de l'UE de manière permanente ou à la demande ; 3. Une armée composée à la fois de contributions nationales et de forces ou capacités communautaires. Quelle que soit la formule choisie, il est moins question de problématiques opérationnelles *per se*, que de volonté politique d'agir en commun et de créer un leadership européen responsable et crédible.

VERS UNE MEILLEURE INTÉGRATION DES ARMÉES EUROPÉENNES

- **« Compatibiliser » les cultures stratégiques nationales** : il semble nécessaire de réemployer à *minima* les éléments de langage développés par la Stratégie Globale de 2016 dans les livres blancs et concepts stratégiques nationaux afin d'encourager une « compatibilisation » des cultures stratégiques européennes.
- **Accroître la coordination européenne au sein de l'OTAN** : elle pourrait se reposer sur l'organisation régulière de réunions relatives à la défense européenne entre représentants permanents et militaires auprès de l'OTAN, dont la présidence serait tournante.
- **Encourager la socialisation européenne des officiers** : l'Erasmus militaire doit gagner en visibilité et en ampleur. Le collège européen de sécurité et de défense doit également être développé, tout en alignant sa formation sur celle du collège de défense de l'OTAN afin de délivrer une équivalence reconnue à ses élèves. Enfin, des missions de six mois à un an pourraient être proposées aux officiers des pays membres de l'UE dans leurs délégations militaires nationales respectives.
- **Créer des commandements opérationnels interarmées** : Des initiatives réussies existent dans les domaines logistiques, à l'image de l'EATC. Nous pensons que la création de commandements opérationnels multinationaux est la prochaine étape à franchir pour les nations européennes.
- **Faciliter la mobilité militaire en Europe** : Il existe une véritable volonté institutionnelle d'améliorer la mobilité militaire en Europe par l'adaptation des règles et des infrastructures. Celle-ci doit s'articuler avec les récentes initiatives de l'OTAN en la matière afin d'éviter tout risque de duplication ou d'essoufflement des efforts.
- **Capitaliser sur les opérations réussies de l'Union** : les opérations Althéa et Atalante doivent faire l'objet d'une analyse attentive afin d'identifier correctement les raisons de leurs succès, ainsi que les problématiques qui ont pu survenir sur le terrain et dans les organes de planification.
- **Utiliser la Méditerranée comme laboratoire de la coopération OTAN-UE** : les opérations Sea Guardian (OTAN) et Sophia (UE) menées simultanément représentent une opportunité pour les militaires engagés de se familiariser avec les pratiques respectives des deux organisations, tout en développant des ponts permettant d'améliorer la coordination et le dialogue opérationnel entre l'UE et l'OTAN.
- **Favoriser l'émergence de champions industriels européens** : La Commission tente aujourd'hui de développer une politique industrielle qui serait administrée par sa nouvelle direction générale. Cette stratégie marque indéniablement un changement de mentalité et doit être encouragée afin de permettre à des champions européens d'émerger sur le marché mondial et d'être concurrentiels.

Cette série de recommandations a pour objectif d'encourager une meilleure intégration entre les nations européennes et une consolidation des compétences de l'UE en matière de sécurité et de défense. Compte tenu des débats actuels, il semble néanmoins nécessaire de questionner la pertinence de l'appellation « armée européenne » et de réfléchir à une formulation moins controversée. Il serait d'ailleurs trompeur de considérer ce concept au sens premier du terme. Il est ici moins question d'aboutir à une armée unique – objectif utopique – que de l'utiliser comme idéal-type permettant de penser une réalité complexe.